

## GRAND DÉBAT NATIONAL – RÉUNION D’INITIATIVE LOCALE

Vendredi 15 Février 2019 à 19h00

Salle Polyvalente – rue du Marais – 02700 BARISIS AUX BOIS

Dans le cadre du grand débat national, une réunion publique relative aux thèmes « Transition écologique, Démocratie et citoyenneté, Organisation de l’Etat et de ses services, La fiscalité et les dépenses publiques » s’est tenue le Vendredi 15 Février 2019 à la Salle Polyvalente à l’initiative de l’équipe municipale et en présence de Monsieur le Député Marc Delatte.

Ces échanges ont abouti aux propositions suivantes :

### Transition écologique

- Taxation du fioul lourd et kérosène
- Développement de l’assainissement des communes pas encore fait et réfléchir au système plus écologique
- Arrêt des liens avec des lobbyings
- Arrêt des fermes type les 1000 vaches
- Favoriser les enquêtes indépendantes et prises en compte
- Faciliter l’autorisation de production d’électricité individuelle ou collective
- Taxer les routiers étrangers
- Taxer davantage les grandes entreprises étrangères
- Arrêter de construire sur les terres agricoles
- Arrêter la déforestation
- Visibilité sur les aides aux travaux écologiques. Manque d’information
- Aide prime à la conversion écologie
- Développement du transport en commun en milieu rural
- Aider les agriculteurs pour passer au bio avec des salaires convenables
- Changer la politique de la forêt (autre que celle de l’ONF)
- Garder les vieux arbres pour le carbone (augmenter la diversité des forêts : essence d’arbre)
- Problèmes des apiculteurs avec les produits chimiques
- Réglementer l’application des produits phytosanitaires à proximité des habitations
- Transport des bois vers l’étranger pour le façonnage
- Manque d’assainissement collectif sur la commune (les nappes risquent d’être polluées)
- Revenir à l’hydraulique pour produire de l’électricité
- Retraiter les plastiques pour éviter l’enfouissement et la pollution des mers (voir les supprimer totalement)
- Moins d’emballages carton et autres
- Pourquoi n’y a-t-il pas de tri dans les grandes villes
- Retour aux emballages « verres »

### Démocratie et citoyenneté

- Maintenir les enquêtes publiques
- Permettre aux citoyens de contrôler l’action des élus
- Prise en compte du vote blanc
- Vote obligatoire
- Proportionnellement à 100%
- Casier vierge pour les élus
- Réduction des parlementaires à 200 députés
- Suppression du Sénat
- Raccourcir le temps entre le décret et l’application de la loi
- Presse indépendante et fiable
- Revenir à des contrôles techniques plus sensés, les familles aujourd’hui ne peuvent pas changer de voiture malgré les primes
- Nommer un ministre de la ruralité
- Taxer les produits de chauffage en fonction de la région en tenant compte des courbes de température ; le Nord et le Sud n’étant pas à égalité
- Le personnel d’aide dans les écoles devrait être pris en charge par l’Education Nationale et non par la Commune

### Organisation de l'Etat et des services publics

- Aides aux collectivités territoriales
- Porter une réflexion sur les ouvertures et fermetures de classes. Problématique des effets de seuil
- Pourquoi vendre les outils de l'Etat qui rapportent de l'argent
- L'Etat doit être un modèle en qui concerne les CDD
- Mettre en place des primes d'attractivité pour accueillir des médecins en zone sous-dense
- Pourquoi l'Etat baisse-t-il les budgets dans les collèges qui ont de bons résultats
- Ne plus instaurer de nouvelles réformes scolaires à chaque changement de ministre
- Pourcentage de présents obligatoire pour voter les lois à l'Assemblée Nationale
- Mise en place du service civique à la personne
- Solutionner le problème des zones blanches

### La fiscalité et les dépenses publiques

- L'Etat ne doit plus emprunter aux banques privées
- Réel pouvoir de la cours des comptes
- Lutter contre la fraude à la carte vitale
- Vérifier les pensions versées à l'étranger (en particulier : retraite au Maghreb...)
- Augmenter les contrôles sur les fraudes
- Harmonisation fiscale européenne
- Mettre dans les petites communes des maisons de services à la charge du gouvernement
- Restriction du millefeuilles administratif